

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Février 2025

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- Sur l'ensemble de l'année 2024, les abattages de volailles ont enregistré une forte croissance (+ 12,1 %) en l'absence d'épizootie majeure d'IAHP. Les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont progressé. Elles ont continué de se renforcer depuis la Pologne, alors qu'elles se sont stabilisées depuis la Belgique et repliées depuis les Pays-Bas. Le retour d'une offre plus importante sur le marché français s'est accompagné d'une reprise des **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet.
- L'année 2024 s'est distinguée par une forte croissance de la consommation de viande de volailles calculée par bilan (+ 10,2 %) avec une dynamique de hausse partagée par l'ensemble des espèces.
- Après une relative stabilité en 2024 (- 0,4 %), la production d'œufs a augmenté de 0,6 % en janvier. En 2024, les échanges d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires ont progressé tant à l'exportation qu'à l'importation.

VIANDE PORCINE

- En janvier 2025, les abattages français en volume sur 12 mois glissants (comparés aux 12 mois antérieurs) sont en légère progression (+ 0,8 %), alors qu'ils sont quasi stables en têtes (- 0,2 %), ceci du fait d'une hausse continue du poids carcasse (+ 2,5 kg en un an).
- Les cotations françaises ont connu une évolution saisonnière avec une stabilisation depuis novembre dernier (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 24 février). Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment tendent globalement à se stabiliser. À ce stade, la rentabilité des élevages reste à un niveau correct.
- Sur 2024, les importations en volume de la France en viande de porc sont en hausse de 5 %, alors que les exportations sont en repli de 1 %.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) connaît un net rebond en 2024, comparé à 2023 (+ 1,7 %).

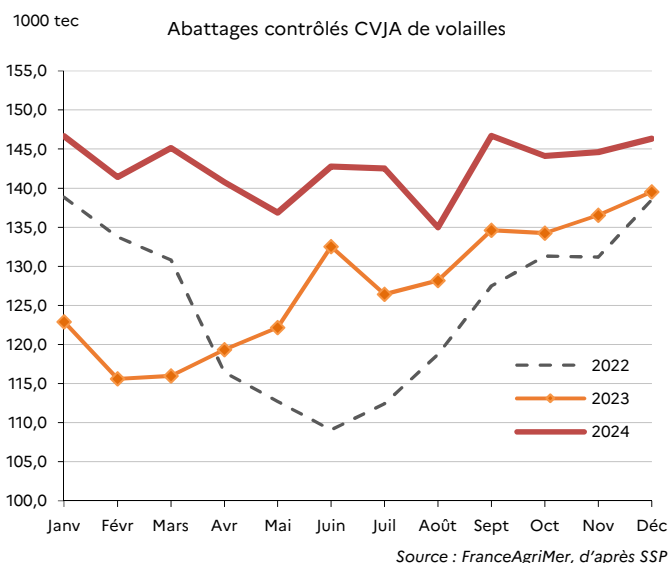
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en décembre 2024 (+ 3,6 % par rapport à décembre 2023), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+ 3,5 %), porcins (+ 4,2 %), poulet (+ 7,9 %), poules (+ 4,1 %).
- En décembre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,2 % par rapport au mois précédent dont porcins - 0,3 %, volailles - 0,1 %).

VOLAILLES DE CHAIR

• En décembre 2024, les **mises en place** de volailles ont progressé (+ 10,4 %) par rapport à décembre 2023. Les mises en place de gallus ont progressé (+ 12,6 %) alors que celles de canetons se sont repliées (- 6,4 %). Les mises en place de dindes se sont stabilisées (- 0,3 %).

Sur l'ensemble de l'année 2024, les abattages de volailles ont enregistré une forte croissance (+ 12,1 %) en l'absence d'épizootie majeure d'IAHP. Cette forte croissance est soutenue par l'ensemble des filières avec des abattages en hausse de 10,3 % pour le poulet, de 6,7 % pour la dinde, de 23,8 % pour le canard à rotir, de 46,7 % pour le canard gras et de 8,1 % pour la pintade. Néanmoins, malgré ces nettes augmentations, seuls les abattages de poulets et de canards gras sont supérieurs à la moyenne 2019-2021 (respectivement + 11,0 % et + 2,5 %).



• En 2024, le retour d'une offre plus importante sur le marché français s'est accompagné d'une reprise des **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet (+ 7,7 %, soit + 25,3 tec) avec une progression plus marquée vers l'Union européenne (+ 9,5%, soit + 18,2 ktec) que vers les pays tiers (+ 5,1%, soit + 7,1 ktec). Vers l'Union européenne la hausse est largement portée par des envois très dynamiques vers les Pays-Bas (+ 21,2 %) et dans une moindre mesure vers l'Allemagne (+ 13,1 %). Dans le même temps, les envois se sont stabilisés vers l'Espagne (+ 1,4 %) et repliés vers la Belgique (- 4,6 %). Vers les pays tiers, les envois ont été tirés à la hausse par le dynamisme des envois vers l'Afrique subsaharienne (+ 18,4 %). Les envois se sont stabilisés vers le Royaume-Uni. Enfin, vers les pays du Moyen-Orient, les exportations se sont repliées (- 4,5 %), fortement pénalisées par la fermeture du marché vers l'Arabie Saoudite sur le seul mois d'octobre en raison de la présence d'un foyer déclaré d'IAHP dans le Finistère.

Les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont progressé (+ 4,7 %, soit + 36,7 ktec). Les importations ont continué de se renforcer depuis la Pologne (+ 17,9 %), alors qu'elles se sont stabilisée depuis la Belgique (+ 0,5 %) et repliées depuis les Pays-Bas (- 7,3 % soit - 8,7 ktec). Ainsi en 2024, la part des envois polonais dans les importations françaises a progressé pour atteindre 33 %, contre 29 % en 2023.

Au global, en 2024, le solde des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 466 ktec et de 1,35 milliard d'euros. Le déficit s'est dégradé par rapport à 2023, à la fois en volume (11,5 ktec) et en valeur (34 millions d'euros). Le solde reste positif vers les pays tiers, mais fortement déficitaire vers l'Union européenne.

• L'année 2024 s'est distinguée par une forte croissance de la consommation de viande de volailles calculée par bilan (+ 10,2 %) avec une dynamique de hausse partagée par l'ensemble des espèces : + 8,1 % pour le poulet, + 5,3 % pour la dinde, + 36,7 % pour le canard, + 12,3 % pour la pintade.

En 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborés de volailles ont maintenu une forte progression (+ 5,5 %) tandis que les prix ont continué de baisser (- 2,8 %). Les achats de poulet ont progressé de 3,5 % pour le poulet, avec une dynamique toujours plus favorable aux découpes (+ 4,2 %) qu'au poulet PAC (- 2,4 %). La croissance des achats s'est aussi étendue à la viande de dinde (+ 3,1 %) et à la viande de canard (+ 59,1 %) avec le retour d'une offre suffisante en rayon. Cette dernière hausse fait suite à une nette baisse des achats en 2023 en raison d'un manque d'offre. Les achats de charcuterie et d'élaboré ont aussi affiché de fortes croissances respectivement + 3,1 % et + 7,2 %.

LAPINS

En 2024, les abattages de lapins ont continué maintenu leur tendance baissière (- 6,3 %) bien que la baisse soit plus modérée qu'en 2023 (- 8,3 %). La cotation nationale du lapin vif a atteint 2,35 €/kg (- 0,10 €/s.7 2024).

En 2024, les **exportations** de viandes de lapin ont progressé (+ 4,5 %, soit + 168 tec) tirées à la hausse par les exportations vers l'Union européenne (+ 6,0 %, soit + 181 tec) alors que les exportations ont diminué vers les pays tiers (- 1,6 %, soit - 12 tec) affectées par les baisses des envois vers les États-Unis et la Chine. A contrario, les **importations** françaises de viande de lapin ont nettement fléchi (- 17,8 %, soit - 150 tec) avec un repli depuis l'ensemble des pays fournisseurs de l'Union européenne, la baisse étant la plus marquée pour l'Espagne et les Pays-Bas. Au global, le solde des échanges français de viande de lapin est positif avec un excédent de 3,2 ktec et de 15,3 millions d'euros. Par rapport à 2023, l'excédent s'améliore de 0,32 ktec et de 1,1 million d'euros.

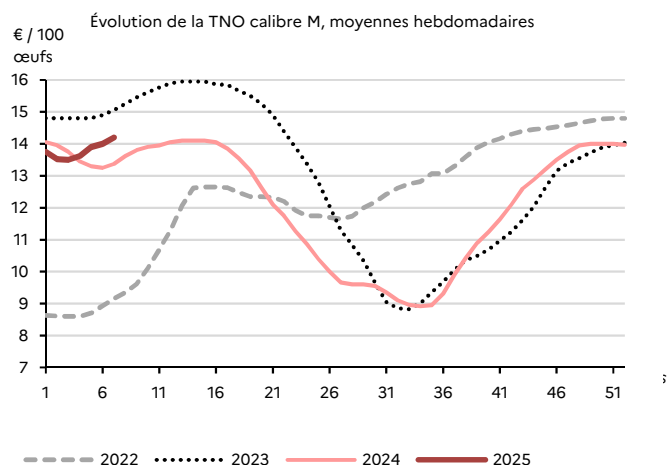
POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En cumul sur 11 mois, les **mises en place** de poulettes de ponte ont augmenté (+ 1,3 %). Après s'être stabilisée en 2024 (- 0,4 %), la production d'œufs a augmenté de 0,6 % en janvier.

En 2024, les échanges d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires ont progressé aussi bien à l'exportation (+ 20,0 %, soit + 22,8 ktéoc) qu'à l'importation (+ 11,7 %, soit + 10,7 ktéoc). Les exportations ont fortement rebondi (+ 20,0 %, soit + 22,8 ktéoc) avec des envois en hausse vers l'ensemble des principaux marchés notamment la Belgique, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. À l'inverse, les **exportations** d'œufs coquilles sont restées en net repli (- 9,1 % soit - 1,6 ktéoc) avec une offre française préférentiellement orientée vers le marché intérieur. Les importations ont progressé pour les œufs coquilles (+ 17,4 % soit + 10,2 ktéoc), l'Espagne étant le principal moteur de cette croissance, et, dans une moindre mesure pour les ovoproduits alimentaires (+ 7,1 % soit + 5,4 ktéoc). En 2024, le solde global des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires reste déficitaire. Il a atteint - 18 ktéoc en volume et - 49 millions d'euros. Il s'est amélioré en volume de 7 ktéoc, mais s'est dégradé en valeur de 6 millions d'euros. Dans le détail, le solde de la France est toujours négatif pour les œufs coquilles (- 56 ktéoc et - 102 millions d'euros), mais reste positif pour les ovoproduits (+ 39 ktéoc et + 53 millions d'euros).

La cotation TNO calibre M augmente rapidement depuis février dans un contexte de tension sur l'offre. En semaine 7, elle a atteint 14,20 € / 100 œufs (+ 0,88 € / s.7 2024).

Alors que la consommation d'œufs calculée par bilan (RHD + domicile) s'est stabilisée en 2024 (- 0,8 %), les achats d'œufs des ménages pour leur consommation à domicile ont continué de progresser (+ 2,8 %) selon les données du panel consommateur Kantar. Le prix des œufs a également enregistré une légère baisse (- 0,9 %). Les achats d'œufs plein air hors label rouge, ont le plus fortement soutenu la croissance (+ 5,7 %), suivis par les œufs au sol (+ 6,3 %), tandis que la consommation d'œufs biologiques s'est stabilisée, tout comme celle d'œuf label rouge.



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

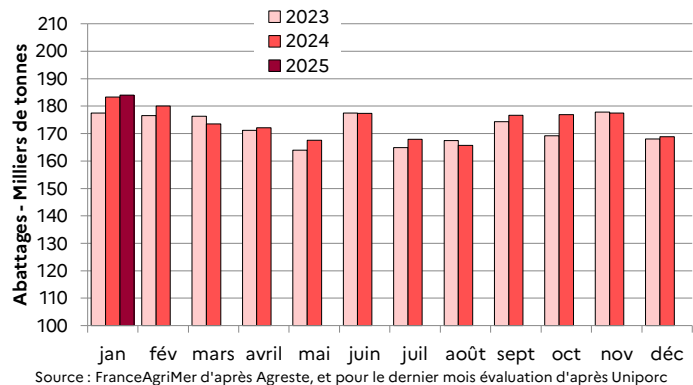
FILIÈRE PORCINE

Abattages

En volume, les **abattages français** sur 12 mois glissants en janvier 2025 (comparés aux 12 mois antérieurs) sont en légère progression (+ 0,8 %), alors qu'il y a un an, on constatait un net repli (- 3,4 %). Toujours sur 12 mois glissants, en têtes, les abattages sont quasi stables (- 0,2 %).

Cette stabilité des abattages en têtes reflète les progrès en terme de productivité dans les élevages, puisque le **cheptel** porcin est, lui, en recul : les chiffres de l'enquête cheptel France SSP de décembre 2024 font ressortir par rapport à 2023 une baisse de 1,8 % pour les truies et 0,7 % pour l'ensemble des porcs.

Cette situation contrastée d'amélioration de la production française en volume mais pas en têtes, alors même que le cheptel est en repli, s'explique par la forte hausse du poids moyen des carcasses (+ 2,5 kg en un an), ce qui permet pour l'instant de préserver les volumes mis sur le marché. Une telle évolution résulte d'une recherche de la valorisation optimale des animaux, la modification de la grille Uniporc offrant une meilleure rémunération des carcasses lourdes.

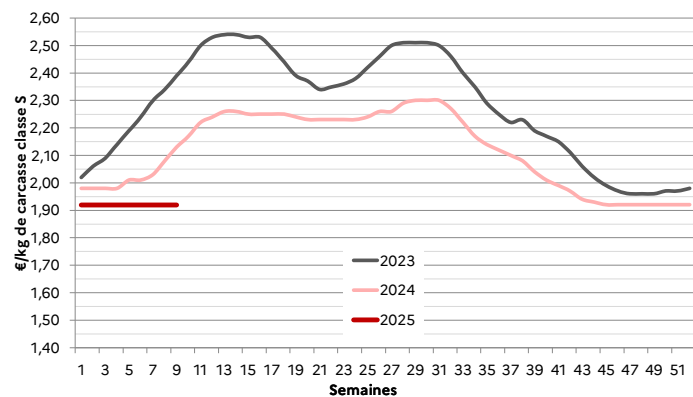


Cotations carcasse classe S

Après un reflux à l'automne, les **cotations françaises** se sont stabilisées depuis novembre dernier (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 24 février).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, un peu en retrait sur 2024, et avec à ce stade pas encore d'impulsion à la hausse. Alors que l'offre reste à un niveau correct, la demande de la transformation et celle des ménages français sont assez stables. Ces évolutions tendent globalement à s'équilibrer.

Les principaux **prix européens** connaissent, à ce stade, des évolutions parfois un peu différentes de la France : en Europe du Nord, les cotations sont stables. Le foyer de fièvre aphteuse découvert en Allemagne à mi-janvier paraît jugulé, mais ce cas continue à peser sur les exportations allemandes, certains pays tiers ayant fermé leurs importations de viandes allemandes. En Espagne en revanche, la demande est bien répartie, face à une offre assez limitée, ce qui entraîne une hausse des importations, et une légère progression de la cotation porcine.



Échanges

Sur l'année 2024 comparée à 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations en volume** de la France sont en repli (- 1 %, - 5 kt). En baisse vers l'UE (- 3 %, - 9 kt), elles ont néanmoins progressé sur l'Italie, principale destination (+ 3 %, + 2 kt) et sur l'Allemagne (+ 9 %, + 2 kt). Vers les pays tiers, elles se sont aussi accrues (+ 3 %, + 4 kt), mais ont reculé vers la Chine (- 16 %, - 9 kt). En parallèle de l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations chinoises de viande se

restreignent, ceci malgré une réduction de la production locale et des prix assez élevés sur le marché intérieur. La forte concurrence des États-Unis et du Brésil continue par ailleurs toujours à s'exercer sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 5 %, + 13 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 18 %, + 4 kt).

Au total, **le solde** est positif en volume (+ 139 kt), mais en recul par rapport à 2023 (- 12 %, - 18 kt).

Consommation

La **consommation totale de porc** en volume (calculée par bilan) avait été en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022) sous l'effet d'une forte inflation. En 2024, elle connaît un net rebond (+ 1,7 %) en lien avec la décélération des prix au détail.

Les **prix au détail** fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur 2024 comparé à 2023, font apparaître en effet un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 2,2 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier 2024 (et + 1,2 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier 2024). Sur la charcuterie, les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit - 1,9 % contre + 8,9 % en janvier 2024, autres charcuteries + 0,7 % contre + 9,6 %).

Malgré ce recul de l'inflation, les données de Kantar Worldpanel pour 2024 ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de **produits porcins achetés par les ménages** pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 2,7 % pour la viande de porc hors élaborés, - 5,8 % pour les saucisses fraîches, - 0,8 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 1,6 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en décembre 2024 (+ 3,6 % par rapport à décembre 2023), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+ 3,5 %), porcins (+ 4,2 %), poulet (+ 7,9 %), poudeuses (+ 4,1 %).

En décembre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,2 % par rapport au mois précédent dont porcins - 0,3 %, volailles - 0,1 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP reste stable en décembre à 324 €/t, niveau toujours élevé. L'indice coût matières premières Itavi de janvier 2025, au regard du mois précédent, a reculé de 0,5 % pour les poules poudeuses et de 0,4 % pour le poulet standard.

Directeur de la publication : Martin Gutton / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 ■ www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer